

Zeitschrift: Zeitschrift für schweizerische Kirchengeschichte = Revue d'histoire ecclésiastique suisse

Herausgeber: Vereinigung für Schweizerische Kirchengeschichte

Band: 4 (1910)

Rubrik: Kleinere Beiträge = Mélanges

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 24.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

KLEINERE BEITRÄGE — MÉLANGES

Les fouilles à la cathédrale de Lausanne

Les fouilles archéologiques entreprises dans la cathédrale de Lausanne, en décembre dernier, par M. Bron, l'architecte de l'Etat de Vaud, ont donné jusqu'ici des résultats fort intéressants et soulèvent des problèmes extrêmement importants.

Rappelons tout d'abord ce que l'on connaît, par les documents écrits, des phases de la construction du sanctuaire de Notre-Dame.

Quand l'évêque Marius se fixa à Lausanne, à la fin du VI^{me} siècle, il y trouva certainement une première église, que l'on peut avec vraisemblance supposer avoir existé sur l'emplacement de la cathédrale actuelle. Un demi-siècle plus tard, l'évêque Prothais mourut au pied du Jura, alors qu'il coupait du bois pour la reconstruction de son temple. Le nom d'église de la Bienheureuse Marie et le qualificatif d'église-mère apparaissent dans un diplôme impérial de 814. L'évêque Hartmann, mort en 878, reconstruisit probablement l'édifice.

L'évêque Henri I^r, qui était apparenté à la famille royale de Bourgogne et qui mourut en 1019, réédifia la cathédrale de Lausanne. Le nouvel édifice était, par conséquent, contemporain de la cathédrale de Bâle et d'architecture romane. Dans la seconde moitié du XII^{me} siècle, l'évêque Landri de Durnes et le Chapitre commencèrent une construction nouvelle. Une sentence arbitrale de 1192 environ dit que « l'œuvre est terminée », ce qui semble devoir s'entendre dans ce sens que le gros œuvre de la cathédrale était achevé à ce moment. Mais après les incendies de 1219 et de 1235, il dut y avoir une reconstruction tout au moins partielle du sanctuaire. Dans son ensemble, la cathédrale date de cette époque, ou du moins les remaniements postérieurs n'altérèrent pas les plans du XIII^{me} siècle.

La reconstruction par les évêques Landri et Roger dut être générale, puisque les reliques de la Vierge Marie durent être transportées dans une chapelle provisoire de bois, et qu'elles ne furent réintégrées qu'en 1232 dans l'église nouvelle.

Il faut, en outre, se souvenir que la présence d'une enceinte fortifiée à la Cité, à la fin du IX^{me} siècle, est certaine, et il y a de bonnes raisons de croire que cette enceinte existait déjà au VII^{me} siècle. Elle fut remaniée à plusieurs reprises. On sait notamment que Landri de Durnes refit le mur de la Cité au-dessus de Couvaloup. La sentence arbitrale de 1192 parle

d'une « encastellation » de l'église, ce qui fait croire à l'établissement d'un système de défense de la cathédrale, mais nous ne savons pas en quoi il consistait. Peut-être s'agissait-il simplement du mur de Landri de Durnes.

Ceci rappelé, voyons maintenant ce qu'ont fait découvrir les fouilles.

Les travaux ont porté jusqu'ici essentiellement sur le déambulatoire, c'est-à-dire le couloir qui sépare le chœur du mur de l'abside. On a trouvé une première couche de tombeaux de l'époque bernoise, au-dessous, des tombes de la période catholique du bas moyen-âge, au niveau de la tombe de l'évêque Roger, déjà fouillée en 1882. Ces sépultures ne renfermaient aucun objet caractéristique.

Sous ces tombeaux, il y en avait d'autres encore, et c'est ici que les fouilles sont devenues intéressantes. Mais on ne peut avancer qu'avec beaucoup de précautions, car on tâtonne entre différentes hypothèses.

On a mis au jour plusieurs tombes engagées partiellement sous le mur de soutènement du maître-autel. Ce mur date de la construction du XIII^{me} siècle. On a trouvé parmi les matériaux qui ont servi à l'établir deux charmants motifs de sculpture romane, qui paraissent provenir de la cathédrale d'Henri de Bourgogne. Les sépultures précitées sont donc antérieures à l'église actuelle. Elles appartiennent évidemment à un cimetière extérieur.

S'agit-il du cimetière de l'église romane ? Il ne semble pas. Les squelettes sont, les uns renfermés dans des tombes de molasse, les autres mis directement en terre, et l'on paraît ainsi se trouver en présence d'inhumations antérieures au XI^{me} siècle. L'absence de tout objet interdit de préciser davantage. Mais il faut noter qu'aucune de ces tombes n'est recouverte de tuiles romaines, et que l'on n'a pas utilisé pour elles de débris romains, qu'on aurait pu trouver à Vidy. Cette constatation aura plus tard quelque importance.

Nous nous trouvons donc en présence d'un cimetière antérieur à l'an mille, et entourant une église qui a précédé celle d'Henri de Bourgogne. Ce cimetière s'étendait non seulement vers l'est, mais au sud, car on a trouvé des tombes pareilles à l'extérieur du transept sud. *A priori*, il ne serait pas impossible de l'attribuer à l'église de l'évêque Hartmann.

On a constaté ensuite que le sol sur lequel repose le mur actuel de l'abside est formé de terre rapportée. Depuis la base du mur de soutènement du maître-autel actuel, le sol primitif descendait directement vers Couvaloup en pente rapide. On a pu le constater aisément à la différence du sol entre la couche inférieure et la terre rapportée. Celle-ci est mélangée à des débris de [matériaux, de tuiles, et l'on y a trouvé un fragment de sculpture qui pourrait être du VIII^{me} ou du IX^{me} siècle.

Il est permis de supposer qu'il existait au-dessus de Couvaloup un mur d'enceinte ancien, à flanc de coteau, et dont on trouverait peut-être les traces sous le bâtiment de l'ancienne préfecture. A un moment donné, on combla l'espace compris entre l'église et ce mur d'enceinte, et on obtint ainsi un prolongement de la plateforme à l'orient de la cathédrale. Le terrain gagné de la sorte n'a pas été utilisé immédiatement pour une nouvelle église, car il renferme lui-même des squelettes, qui ont ceci de particulier qu'ils ont toutes les orientations possibles.

Le sol primitif, le talus, doit retenir notre attention. Lui aussi a servi de cimetière. L'un des squelettes est renfermé dans une tombe de tuiles romaines de la bonne époque. Il est peut-être téméraire de faire remonter cette sépulture à l'époque romaine ; mais il semble néanmoins difficile de descendre plus bas que le VII^{me} siècle. Nous aurions donc là un témoin de l'époque de l'évêque Prothais et peut-être de l'évêque Marius.

Les fondations de la cathédrale actuelle traversent la terre rapportée et reposent sur le limon à une grande profondeur. Ces fondations soulèvent elles-même un problème inexpliqué jusqu'ici. On constate, en effet, l'existence de trois systèmes d'assises, dont les appareils se touchent les uns les autres et sont en partie superposés.

Nous avons vu que la terre rapportée renferme des tombes qui paraissent avoir formé un cimetière en plein air, dont l'époque peut être située entre le VIII^{me} et le X^{me} siècle. Les fondations qui ont eu pour résultat d'englober ces tombes dans l'église sont donc postérieures, et il semble logique d'attribuer les plus anciennes, — c'est en même temps celles qui sont à l'intérieur, — à la cathédrale de l'an mille. L'abside actuelle repose sur les fondations extérieures.

Mais que faut-il penser des fondations intermédiaires ? Elles sont sur le plan, non de l'église supposée romane, mais de l'église actuelle. A quelle église les rapporter ? Il est assez difficile d'admettre une église intermédiaire entre celle d'Henri et celle de Landri, et il faut remarquer que notre point de départ n'est pas incontestable. L'abside intérieure, en effet, est-elle bien celle d'Henri, n'est-elle pas antérieure, et l'église gothique n'aurait-elle pas été établie sur les fondements de l'église romane, qui seraient les fondations intermédiaires ?

C'est une hypothèse. Il y en a d'autres. On a parlé de fondations d'un ancien mur d'enceinte ; mais il est visible que toutes les fondations présentent le quart de cercle de l'abside d'une église, et l'on ne voit guère la possibilité d'y adapter un mur d'enceinte, car tout au moins au nord celui-ci aurait dû abandonner l'église et continuer en ligne droite, ce qui n'est pas le cas. Mais enfin, pour l'heure, aucune solution ne peut être exclue. Des travaux à l'extérieur de l'abside, qui viennent de commencer, permettront peut-être d'éclaircir la question.

D'autres travaux devront suivre, notamment du côté de la chapelle de la Vierge. Le plan de l'église laisse l'impression qu'on a englobé celle-ci dans la cathédrale du XIII^{me} siècle, car un de ses piliers ne se trouve pas à sa place normale, et que c'est pour l'y comprendre que l'architecte a créé les transepts. Mais cette chapelle repose elle-même tout entière sur un bloc de maçonnerie très épais, qui ne peut guère être un simple mur de fondation d'église. Que veut dire cela ?

Nous ne sommes qu'au commencement des fouilles. La sagacité, l'esprit de méthode et de prudence de M. Bron nous permettent d'espérer une solution satisfaisante de tous les problèmes que soulèvent les travaux actuels.

M. Reymond.

Die Investitur des Stiftspropstes von Beromünster.

Die Investitur des Stiftspropstes von Beromünster ist ein kanonistisches Kuriosum ; die Regierung von Luzern beschränkt sich nämlich nicht, wie ein gewöhnlicher Kirchenpatron, darauf, den Propst des Kollegiatstiftes zu ernennen, sondern sie überträgt ihm auch sein Kirchenamt und führt ihn in dessen Besitz ein. Man gründet diese Gepflogenheit auf die Bulle Sixtus IV « Votis fidelium », vom 18. Januar 1479¹. In diesem Dokument anerkennt und bestätigt der Papst kraft apostolischer Gewalt als ein Recht des Luzerner Rats (*consulatus oppidi Lucernensis*) dessen bisherige Ge-wohnheit, Propstei, Kanonikate und sonstige Pfründen des Stiftes Münster zu besetzen : « *pleno iure conferre* ».

In der Besetzung der Kirchenämter sind bekanntlich drei Rechtshandlungen zu unterscheiden, welche der gleichen Person zustehen oder auch unter mehrere Personen verteilt sein können : die Bezeichnung des Klerikers, welcher das Amt erhalten soll, die wirkliche Verleihung des Amtes und endlich die Einweisung in den Besitz des Amtes².

Während die Bezeichnung der Person des Amtsinhabers nach kanonischem Recht auch Laien zustehen kann (so vor allem dem Patron in bezug auf Kanonikate, Pfarreien, Kaplaneien usw.), so ist die Verleihung des Amtes und die Einweisung in seinen Besitz, nach allgemeiner Regel der kirchlichen Oberbehörde, dem Bischof oder dem Papste selbst vorbehalten ; dies ergibt sich aus der Beschaffenheit der zu übertragenden Befugnisse, welche geistlicher Natur sind, also nur von dem Inhaber der geistlichen Vollgewalt abgeleitet werden können.

Demnach spricht die Vermutung von vorneherein dafür, daß auch die dem Rat von Luzern durch Sixtus IV gemachte Vergünstigung sich auf die Bezeichnung der in Propstei und Pfründen des Stiftes Münster einzusetzenden Personen beschränkt und sich keineswegs auch auf die Verleihung dieser Kirchenämter erstreckt.

Daß dies die kirchlich allein zulässige Auffassung ist, zeigt uns die interessante Abhandlung, welche der Münstersche Chorherr *K. U. Kopf* über diesen Gegenstand vor kurzem veröffentlicht hat³. Er weist darin nach, daß, sobald nach der Promulgation der tridentinischen Reformdekrete mit der Beobachtung des kirchlichen Rechts Ernst gemacht wurde, der heilige Stuhl durch seinen Nuntius zwar wohl das freie Ernennungsrecht des Rates anerkannte, aber entschieden darauf bestand, daß die eigentliche Verleihung des kirchlichen Amtes der Propstei durch den Nuntius in Luzern, als Vertreter des Papstes, vorgenommen werde. Diese Frage der päpst-

¹ Richtig wohl 1480, da der annus incarnationis nach römischem Kanzleistil erst am 25. März seinen Anfang nahm.

² Vergl. *Heiner*, Katholisches Kirchenrecht II, 142 ff. (2. Aufl.).

³ Die Investitur des Stiftspropstes von Beromünster. — Programm zum Jahresbericht der Stiftsschule von Beromünster. 26 S., Luzern, Schill, 1909.

lichen Konfirmation erhob sich schon bei der Wahl der Propstes Schumacher (1557), doch scheint sie damals keine Erledigung gefunden zu haben. Tatsächlich kam sie zum Vollzug bei den Pröpsten Wilhelm Richart (1570) und Nicolaus Holdermeier (1601). Auf letztern folgte im Jahre 1606 Peter Emberger. « *Zuo meniglicher Verwunderung* » wandte sich dieser behufs Erlangung der Konfirmation nicht an den heiligen Stuhl, sondern an den Diözesanbischof in Konstanz; gegen dieses Verfahren protestierte der Nuntius; aber bevor die Sache erledigt war, starb Emberger.

Ihm folgte 1611 Ludwig Bircher, dessen Konfirmation « *viel und mancherley Spän und Stritt* » im Gefolge hatte. Daß eine kirchliche Bestätigung eingeholt werden müsse, stand für jedermann, auch für den Rat, außer Frage; wer darum anzugehen sei, das wurde Gegenstand des Streites zwischen dem Bischof von Konstanz und dem Nuntius in Luzern. Der Luzerner Rat neigte anfänglich mehr auf die Seite des Diözesanbischofs; nachher aber erklärte er sich neutral. Infolge des energischen Vorgehens des Nuntius kam Propst Bircher im Jahre 1612 um die päpstliche Konfirmation ein und sie wurde ihm auch nach Überwindung zahlreicher Schwierigkeiten endlich im Jahre 1617 zu teil.

In den Verhandlungen über die Konfirmation Birchers tauchte zum ersten Mal die Ansicht auf, ob nicht « *nach etlicher Juristen Sag* » der Ausdruck « *pleno iure conferre* » außer der Ernennung des Propstes auch die wirkliche Übertragung des Amtes und die Investitur in sich begreife; diese Auffassung fand aber bei den Räten keinen Anklang; sie erklärten vielmehr « *da sie Laien seien, so erachten sie es als geziemend und für eine Gewissenssache, daß der von ihnen erwählte Propst von einer höheren kirchlichen Gewalt die Bestätigung erhalten müsse* »¹.

Auf Propst Bircher folgte im Jahre 1640 Wilhelm Meier; auch er kam beim Nuntius um die Konfirmation ein; sie scheint jedoch, wie Kopp meint, infolge der Nachlässigkeit des Nuntius nicht vollzogen worden zu sein.

Bei der Wahl seines Nachfolgers Mauritius an der Allmend, 1674, wurde laut Ratsbeschuß von der Einholung der päpstlichen Konfirmation Umgang genommen, « *weilen meine Gnädigen Herren von Sixto IV° conferendi hanc dignitatem pleno iure die Gnad erhalten* »².

Was man früher als « *etlicher Juristen Sag* » bezeichnet hatte, war nun auf einmal zur Ansicht des Rates geworden. Bis heute ist es bei dieser Auffassung geblieben; bis auf unsere Tage erfolgt die Ernennung des Stiftspropstes von Münster, die Verleihung des Amtes und die Einführung in den Besitz ohne Mitwirkung irgend einer kirchlichen Behörde durch die Regierung von Luzern, als Nachfolger « *meiner Gnädigen Herren* ».

Daß dieses Verfahren dem gemeinen kirchlichen Recht widerspricht, steht außer Zweifel. Kann man die bestehende Übung aber vielleicht rechtfertigen, indem man sich auf die Bulle Sixtus IV beruft und auf den

¹ Kopp, a. a. O., S. 21 u. 2.

² Kopp, a. a. O., S. 25.

darin gebrauchten Ausdruck « *pleno iure conferre* » ? Auch dieses ist zu verneinen ; denn die Worte « *pleno iure conferre* » haben durchaus nicht den Sinn, daß damit das ganze Geschäft der Besetzung der Stiftspropstei dem Rat übertragen wird, ohne Vorbehalt kirchlicher Mitwirkung.

Wie die Terminologie der Rechtsquellen in bezug auf die verschiedenen Bestandteile der Ämterverleihung — *provisio beneficiorum* — überhaupt schwankend ist¹, so haben insbesondere die Worte *conferre* und *collatio* durchaus nicht immer die gleiche Bedeutung, sondern bezeichnen bald die Verleihung überhaupt, ohne daß dabei ihre einzelnen Akte unterschieden würden, bald auch nur die Ernennung der Person im Gegensatz zur eigentlichen Amtsübertragung, Welch letztere *institutio* heißt²; so wird gerade in der Schweiz auch heutzutage noch unter Kollatur nichts anderes verstanden als das bloße Präsentationsrecht des Patrons³.

Aus dem Wort *conferre* kann also nichts für die Ansprüche des Luzerner Rats gefolgert werden. Sollte aber nicht der Zusatz « *pleno iure* » zu gunsten des Rats die Mitwirkung der geistlichen Behörde bei der Einsetzung des Propstes von Münster ausschließen ? Auch das ist nicht der Fall ; denn diese Worte sind, wie Kopp richtig vermutet⁴, nur dahin zu verstehen, daß der Luzerner Rat ganz allein und unter Ausschluß jeglicher anderweitigen Einmischung das volle und unbeschränkte Recht hat, die in die Propstei und die übrigen Pfründen von Münster einzusetzenden Kleriker zu bezeichnen. Dieses freie Ernennungsrecht des Rates mußte besonders festgesetzt werden, weil darin ein Einbruch in das gemeine Kirchenrecht lag. Wohl steht im allgemeinen dem Patron — und als solchen haben wir den Luzerner Rat in seiner Stellung zum Stifte Münster aufzufassen — das Recht zu, den Vorsteher der Patronatkirche zu ernennen, aber gerade für Collegiatkirchen ist eine Ausnahme gemacht. In ihnen hat der Patron ein *ius patronatus minus plenum*⁵, dem gerade die wichtigste Befugnis, die Ernennung des Titulars der Kirche abgeht ; die Ernennung erfolgt in solchen Kirchen durch die Wahl des Kapitels und erst nach erfolgter Wahl kann der Patron bei der kirchlichen Oberbehörde etwaige Einwendungen gegen die Gültigkeit der Wahl oder die Tauglichkeit des Gewählten vorbringen⁶.

So war es auch im Collegiatstifte Münster bis zum Jahre 1400 gehalten worden. Nach der *Matricula Beronensis* von 1326 wählen die Kapitularen den Propst und präsentieren ihn dem Diözesanbischof zur Bestätigung

¹ *Phillips*, Kirchenrecht VII, I, § 399.

² *Phillips*, a. a. O., S. 487. — *M. ab Azpilcueta Consilior. I. II, de rescript. n. 4.* — *Guy du Rousseaud*, Recueil de jurisprudence canonique etc. s. v. Collation, p. 133.

³ *Winkler*, Lehrbuch des Kirchenrechtes, 2. Aufl., S. 193 n. 1.

⁴ *Kopp*, a. a. O., S. 9.

⁵ *Wernz*, Jus decretalium II, 2, Nr. 401.

⁶ So bestimmt c. 25 X. de iure patronatus (3.38). Vergl. dazu die *Commentare* ; ferner *Hinschius*, Kirchenrecht, III, 61 ff.

(*confirmatio*), d. h. zur Übertragung des Kirchenamts¹. Im Jahre 1400 sah sich das Stift durch mißliche Verhältnisse genötigt, auf das Recht der freien Wahl des Propstes und der Chorherren zu gunsten der Herrschaft Österreich zu verzichten, und als die Luzerner im Jahre 1415 Beromünster und das St. Michaelsamt eroberten, setzten sie sich auch in den Besitz dieser an Österreich übergegangenen Befugnis. Um diesen faktischen Besitz in einen rechtlichen umzuwandeln, wandte sich der Luzerner Rat an den päpstlichen Stuhl. Dazu hatte er seine guten Gründe; denn in kirchlicher Hinsicht standen seine Ansprüche auf sehr schwachen Füßen. Ganz abgesehen davon, ob die Eroberung des St. Michaelsamtes als ein genügender Rechtstitel für den Übergang des Münsterschen Patronats an Luzern gelten konnte, war die im Jahre 1400 zwischen dem Stift und dem Herzog von Österreich über die Wahl des Propstes getroffene Vereinbarung nach kanonischem Recht nicht nur anfechtbar, sondern nichtig und ohne rechtliche Wirkung; denn nach einer Entscheidung Gregors IX, welche als *cap. 51 de electione* (1.6) in seine Decretalensammlung übergegangen ist, kann ein Konventual- bzw. Kollegiatkapitel gar nicht zu gunsten des Patrons auf sein Recht verzichten, den Prälaten selbst zu wählen². Eine Abweichung von dieser Bestimmung des *ius commune* kann allein durch den Papst verstatett werden; darum beruhigte sich der Luzerner Rat auch nicht bei der Abmachung, welche er 1479 mit dem Propst Jost von Silenon getroffen hatte³, sondern er wandte sich durchaus korrekt an den Papst Sixtus IV selbst, um von ihm die Sanierung seines angeblichen Kollationsrechtes zu erlangen.

In der dem Gesuch des Rates entsprechenden Bulle bedient sich der Papst ganz passend der Worte « *pleno iure conferre* », um damit zum Ausdruck zu bringen, daß der Rat bei der Ernennung des Propstes und der übrigen Pfrundinhaber von Münster nicht auf die Wahl des Kapitels abzustellen habe, sondern darin ganz unabhängig — *pleno iure* — vorgehen könne; es wäre nämlich auch ganz gut möglich gewesen, das Ernennungsrecht zu teilen und dem Kapitel das Wahlrecht, dem Rate aber das Präsentationsrecht zu verleihen⁴.

¹ *Kopp*, a. a. O., S. 4, und *Urkundenbuch des Stiftes Beromünster* II, 167: *Canonici vacante prepositura presentes indicunt capitulum de facienda electione prepositi et hunc eligunt qui conuenerint ad capitulum electumque presentant Episcopo confirmandum.*

² *Phillips*, Kirchenrecht VII, 2, S. 700.

³ *Fleischlin*, Studien und Beiträge II, 286.

⁴ Fälle der Teilung des Ernennungsrechtes erwähnt *Winkler*, Lehrbuch des Kirchenrechts, 197 n. 1. Auf eine solche Teilung scheinen selbst die *Statuta Eccl. Beron.* hinzudeuten mit den Worten: « *Facta electione et a Senatu Lucernensi praesentatione* ». *Kopp*, a. a. O., S. 4, übersetzt « der vom Rat in Luzern neu erwählte und präsentierte Propst ». Wenn dieser Sinn beabsichtigt wäre, so müßte es heißen: « *Factis a Senatu Lucernensi electione et praesentatione* »; nach dem jetzigen Wortlaut wird dem Rat nur die *praesentatio* zugeschrieben. Wem die Wahl zusteht, wird nicht ausdrücklich gesagt; da aber die *electio canonica* über-

Daß aus dem « pleno iure conferre » im XVII. Jahrhundert Folgerungen gezogen wurden, welche dem kirchlichen Recht widersprechen, ist nicht auf eine geläuterte Rechtskenntnis, sondern auf eine Sinnesänderung zurückzuführen, welche inzwischen im Luzerner Rate eingetreten war und welche Ph. A. von Segesser folgendermaßen charakterisiert: « (es) fing schon gegen Ende des siebzehnten Jahrhunderts der streng kirchliche Geist gegenüber den weltlichen Interessen der Aristokratie und den Ideen einer unbedingten Souveränität des Staates zurückzutreten an »¹.

In der Tat ist die Investitur des Stiftspropstes von Münster durch den Luzerner Rat nichts anderes als eine Manifestation des sogenannten josephinistischen Geistes, welcher als Frucht des Gallicanismus schon lange vor Joseph II. so manche katholischen Regierungen beherrschte.

F. Speiser.

Zur Geschichte der Dornacher Schlachtkapelle.

Über die Zeit, zu welcher die (zweite) Schlachtkapelle von Dornach, — jene, welche 1874 abgebrochen wurde, erbaut worden ist, herrschten bisher verschiedene Ansichten. *Haffner* (Kleiner Solothurner Schauplatz II, 295 und 418) verlegt den Bau ins Jahr 1640. *Strohmeier* dagegen (Gemälde der Schweiz, der Kt. Solothurn 204) und das *Basler Jahrbuch* (1891, S. 98) geben das Jahr 1660 an. *J. Zempf* führt in *Rahn* (Die mittelalterlichen Kunstdenkmäler des Kt. Solothurn, 44f.) beide Ansichten an, ohne für die eine oder andere sich zu entscheiden.

Haffner verdient nun schon zum vornherein mehr Glauben in dieser Sache. Er war ja Zeitgenosse, er schrieb 1666. Er konnte also schwerlich in Bezug auf eine ihm so naheliegende Tatsache um volle 20 Jahre sich täuschen, um so weniger, da er als Stadtschreiber von Solothurn (er war es von 1639–1660, vergl. a. a. O. II 59) mit der Bauangelegenheit offenbar des öfters sich wird beschäftigt haben müssen. Seine Angabe wird denn auch durch *im Staatsarchiv Solothurn und im Amtsarchiv Dornach* angestellte Nachforschungen bestätigt.

Das Ergebnis dieser Nachforschungen und im Zusammenhange damit einige weitere Nachrichten über die Dornacher Schlachtkapelle mögen hier eine Stelle finden.

Bald nach der für die Eidgenossen so glorreichen Schlacht bei Dornach vom 22. Juli 1499 errichtete die Stadt Solothurn auf der Walstatt eine Kapelle. Sie wurde den 26. September 1512 durch den damaligen Basler Weihbischof Tilmann Limberger, Titularbischof von Tripoli, feierlich geweiht².

haupt nur Klerikern zustehen kann (*Wernz*, ius decretalium, II, 2, p. 125), so ist « *facta electione* » durch die Worte « *a capitulo* » zu ergänzen.

¹ *Segesser*, Rechtsgeschichte der Stadt und Republik Luzern, IV, 547.

² Die Weiheurkunde für diese Kapelle findet sich abgedruckt bei *J. J. Amiet* « Hans Aspers des Malers Leistungen für Solothurn ». Solothurn 1866, S. 16.

Diese *erste* Kapelle, im Volksmunde auch Kapelle « zum elenden Gebeine » genannt, war klein. Es wurde immerhin Gottesdienst, vor allem jedes Jahr am Magdalena-Tag die Schlachtjahrzeit darin gehalten. Mit der Zeit entwickelte sich zu derselben eine Wallfahrt. — Im Jahre 1580 beliefen sich die Einkünfte der Kapelle auf 81 Pfund (= pf.) 13 ½ Schilling (= sh.)¹.

Anno 1640 war diese Kapelle, wie es scheint, baufällig geworden. Man dachte daran, sie durch eine *neue* zu ersetzen. Die beiden Solothurner Alträte *v. Staal* und *Müntschi* hatten vom 12. bis 20. Juli jenes Jahres nach obrigkeitlichem Befehle in den Herrschaften Dorneck, Thierstein und Gilgenberg eine amtliche Inspektion vorgenommen und darüber in einer *Relation* an den Rat berichtet. Die Dornacher Schlachtkapelle betreffend heißt es nun in diesem Berichte: « ... Die Briefe und Versicherungen sind nicht vorhanden. Alles in verwirrtem Zustande. Die Kapelle hat richtiges Einkommen auf dato bei 160 pf., macht 3,200 pf. Kapital und 800 pf. Rezeß, das ist des alten Kirchmeiers Schulden, so daß die Kapelle auf 4,000 pf. reich ist, *wovon 1000 oder 1500 pf. gar wohl an einen Bau könnten verwendet werden*. Der Platz dazu wäre gar füglich *unfern von dannen* zwischen der Landschreiberei und dem Kaufhause. Der Platz ist aber 100 und mehr Schuh lang und soviel breit. Könnte noch ein Gottesackerlin dabei abgeben. Ein Patron oder Muster der Kapelle ist auf Gefallen meiner gnädigen Herren aufgesetzt. Man könnte als an Geld, Materialis, Steuern und anderem allgemach einen Vorrat machen, um nachwärts desto bass mit dem Bau fortzukommen. »

Das Schreiben wurde den 31. Juli im Rate verlesen und dabei: « Herr Altrat von Staal zu einem *Bauherrn der Kapelle* verordnet »².

Den 24. Oktober jenes Jahres 1640 verhielt der gleiche Rat den *Vogt zu Dorneck, Hieronymus Wallier*, dazu, statt einer Buße von 500 lib. Basler Währung, wozu er den 18. Juli verurteilt worden: « einen schönen Altar in der St. Maria Magdalena Kapelle, daß es ihm eine Ehre sein solle, machen zu lassen »³.

Den 8. Februar darauf (1641) gebot der Rat dem Meyer zu Nunningen, daß die Untertanen daselbst das gehauene Holz beförderlich zu der Kapelle von Dornachbrugg flössen sollten⁴.

Im gleichen Jahre wies Solothurn « dem Gotteshause zu Dornachbrugg 100 pf. » an den Neubau zu. Dieser nahm denn auch seinen Fortgang und den 22. Juli 1643, am Magdalena-Tag, dem Jahrestage der Schlacht, fand die *Weihe der Kapelle* durch den Suffraganbischof von Basel, J. Bernh. v. Angeloch statt⁵.

¹ Amts-A. Dorn. Kirchenrechnung der Kapelle v. J. 1580.

² St.-A. Solothurn. Schreiben von Dorneck II. Relation der Alträte von Staal und Müntschi, v. Juli 1640 und Beschlüsse des Rates hiezu. Nr. 14.

³ Ratsprotokoll v. J. 1640. S. 386 u. 601.

⁴ Ratsprotokoll v. J. 1641. S. 66.

⁵ St.-A. Sol. Missivenbuch v. J. 1643, 20. Juni, S. 397 f. u. 31. Juli. Ferner die Vogtrechnungen v. Dorneck für das Jahr 1642 (sollte heißen 1643, wie es aus einer Vergleichung des auf die Weihe der Schlachtkapelle bezüglichen Passus

Die folgenden Jahre wurde der Ausbau der Kapelle zu Ende geführt.
In den Rechnungen der Kapelle finden sich folgende *auf den Bau* bezüglichen Posten vor:

Dem Meister Peter, dem Maurer zu Laufen um sein Verding und was er selbst noch außer demselben gemacht hat, bezahlt laut Herrn Altrats Rechnung	1,208 pf. 7 sh.
Den Zimmerleuten, als Meister Christen und Meister Hans bezahlt laut ihres Verdings in allem zusammen	430 pf. 12 sh. 6 d.
Dem Ziegler zu Dornachbrugg für allerlei Notwendigkeiten	327 pf. 10 sh.
Dem Schlosser zu Liestal für allerhand Schlosserarbeiten	122 pf. 2 sh. 8 d.
Dem Kupferschmied für den « Stiefel » und den Knopf	25 pf.
Dem Schreinermeister Jak. Aeby für das Chorgitter und für alle Türen	34 pf.
Dem Uhrenmacher zu Basel für Reparatur der Uhr	23 pf. 10 sh.
Dem Schindelmacher von Beinwil laut Verding für Decken des Kirchturms	57 pf. 19 sh.
Dem Schmied zu Dornachbrugg für Schmiedearbeiten	28 pf. 17 sh. 4 d.
Dem Maler für Bemalen der 12 Kreuzlein und des großen Kreuzes auf dem Turme	12 pf.
Für das <i>Gitter des Beinhäuses</i> und ähnliches . .	3 pf.
Dem Meister Joh. v. Aesch, <i>dem Glaser, die Wappen wieder zu versetzen</i> und für anderes.	16 pf.
Für Verschiedenes	144 pf. 4 sh. 2 d.
Für den Altarstein und für Holen und Setzen desselben	24 pf. 5 sh.
An die Glocke nachgegeben, sammt dem Zolle usw.	38 pf. 3 sh. 4 d.
Für Verschiedenes auf die Kirchweihe	17 pf. 13 sh. 4 d.
Um ein Altartuch 3 pf. 15 sh., um 2 zinnene Büchslein, um das Heiltum darin zu verschließen 2 pf., zusammen	5 pf. 15 sh.
Der Wirtin von Dornachbrugg laut Zeddel . . .	273 pf. 11 sh. 6 d.
Für die Uhr laut Verding	40 pf.

(NB. Dieser und die folgenden vier Posten be-

mit dem Missivenbuche und andern Quellen unzweifelhaft hervorgeht. Dieser Passus heißt: « Item sind seiner Hochwürden, Herrn Weihbischof v. St. Ursitz auf Befehl meiner gnäd. Herrn und Obern laut der *Missive v. 31. Juli* wegen geweihten 2 Kirchen zu Dornach und Witterswil pro honorario bezahlt worden 21 Dublonen od. 157 pf. 10 sh. » Der Weihbischof heißt « von St. Ursitz », weil er damals in St. Ursitz residierte. (Vergl. *Chèvre, Les Suffragants de l'ancien Evêché de Bâle*. Paris-Colmar 1906, S. 53-78).

treffen Ausgaben, welche nach der Kapellenweihe gemacht wurden.)

Für das Kupferblatt der Uhr, hat 87 pf. gewogen, an Geld	58 pf.
Für Verschiedenes dieses Kupferblatt betreffend	22 pf.
Für neue Chorstühle	41 pf. 10 sh.
Dem Kirchmeier Urs Münch als Gratification für seine vielen Mühen und Arbeiten bei Gelegenheit des Baues	58 pf. 8 sh.

Die Gesamtausgaben für den Bau der Kapelle beliefen sich somit auf rund 3,000 pf. Nach vollendetem Ausbaue hatte die Kapelle an Kapitalien noch 1,100 pf. (Ende 1646)¹. Mit der Zeit wuchs dieses Vermögen infolge von Stiftungen wieder.

Im Jahre 1672, als der Rat von Solothurn den Schweizerischen Kapuzinern erlaubte, in Dornachbrugg ein Kloster zu bauen, stellte er ihnen die Schlachtkapelle als *künftige Klosterkirche* bereitwillig zur Verfügung. Man ging zwar in der Folge von diesem Plane ab und baute eine eigene Kirche für das Kloster; die Schlachtkapelle wurde aber 1675 doch an das Kloster näher angegliedert, d. h. unter seine geistliche Aufsicht und Leitung gestellt und ihre Einkünfte ihm überwiesen².

Dieses Verhältnis dauerte bis Ende 1832, also über 150 Jahre. Um jene Zeit errichtete nämlich der damalige Pfarrer von Dornach, Jos. Probst, im Dorfe eine zweite Schule (Mädchen- und Arbeitsschule). Da aber hiefür kein Fonds vorhanden war, «dachte er an den Kapellenfonds» und trat mit dem Bischof von Basel und dem Provinziale der Kapuziner in Unterhandlung in dem Sinne, daß ein Teil der Einkünfte der Kapelle für diese zweite Schule verwendet werden dürfte³.

Unterm 25. März 1832 machte ihm der Bischof: «inbezug auf die Überlassung dieses Fonds Hoffnung», falls der Provinzial der Kapuziner die Abtretung und das Pfarramt die Übernahme beurkunden und die

¹ Amts-A. Dorn. Kirchenrechnungen von 1636–1643 und 1643–1646.

² Näheres darüber in: P: *Sigfried Wind*, Ord. Cap., Die Geschichte des Kapuzinerklosters Dornach. Stans 1909. S. ix, 7 f., 21, 29–34. (Mit einer Ansicht der Kapelle.)

³ Auch für die Bedürfnisse der Kirche scheint Dornach damals in Geldnöten gewesen zu sein, weshalb verschiedenes aus dem «Kirchenschatze» veräußert wurde. In den Kirchenrechnungen der dortigen Pfarrkirche für die Jahre 1831–1835 figurieren unter den Einnahmen folgende Posten: «Als Nachgeld auf einen alten Kelch gegen die neue Lampe bezogen 2 Fr. 80. — Aus zwei silbernen Figuren Urs und Viktor, 30 $\frac{7}{8}$ Lot schwer, wurde gelöst 49 Fr. 80. — Aus zwei kleinen zerbrochenen Gestellen, welche die heiligen Gebeine enthielten und 21 $\frac{1}{2}$ Lot wogen: 38 Fr. 70. — Für die Silberzieraten an dem einten schwarzen Gestelle, 11 Lot wiegend: 19 Fr. 80. — Für verkauft alte Kirchenkleider von Gempen bezogen 8 Fr. — Für das silberne Gefäß, in welchem die Gebeine von St. Urs und Viktor waren, 15 Lot schwer, 24 Fr. (Amts-A. Dorn. Kirchenrechnungen v. 1831–1835, n. 17, S. 375; n. 18, S. 269 f., n. 19, S. 317.)

Regierung die Sache genehmigen würde. Den 9. Dezember (1832) stellte denn auch P. Provinzial Raymund Koller von Delsberg im Namen der Provinz die Abtretungsurkunde aus gegen eine (vom Pfarrer Probst vorgeschlagene!) jährliche Entschädigung von 20 alten Franken, welche vom Kloster lediglich als Almosen betrachtet werden sollte.

Schon den folgenden Tag (10. Dezember 1832) berichtete der Pfarrer an die Erziehungskommission in Solothurn. Diese reichte dem Kleinen Rate in Sachen einen Vorschlag ein, dessen Grundbestimmung dahin ging, der gedachte Kapellenfonds, « größtenteils von frommen Stiftungen und Opfern herrührend, solle als solcher verbleiben und nur die Verwendung der Zinse eine andere Bestimmung erhalten » (6. Februar 1833). Der Vorschlag wurde günstig aufgenommen und die Regierung trat nun mit dem Bischofe in Unterhandlung. Derselbe stellte unterm 14. Februar 1833 die Bewilligungsakte aus unter folgenden Bedingungen : Er verlangte, es solle 1. aus dem Kapellenfonds den Vätern Kapuzinern von Dornach jährlich 20 (alte) Franken als ein Almosen entrichtet werden ; 2. solle der jeweilige Pfarrer von Dornach « gegen eine billige Entschädigung aus dem Kapellenfonds » die (nun reduzierten) Verpflichtungen der Kapelle übernehmen, nämlich : a) jeden Samstag in der Kapelle selbst eine hl. Messe lesen oder lesen lassen und applizieren, b) jährlich zwei Hochämter und Vespern und einmal das Totenoffizium singen und c) jährlich eine Predigt halten¹.

Die Regierung ihrerseits übernahm den künftigen Unterhalt der Kapelle, wogegen der Kapellenfonds dem Staate als Entschädigung zu entrichten hatte : a) einen Kapitalbetrag von 300 Franken für jährliche Reparaturen und b) den einmaligen Betrag von 100 Franken für die gerade damals notwendigen Ausbesserungen².

Im Jahre 1835, am Sonntage nach St. Magdalena tag, berichtet Strohmeier (Der Kanton Solothurn, 205), wurde in Dornachbrugg zum ersten Male der Dornacher Schlachttag als hohes Volksfest feierlich begangen. (Das heißt, an Stelle der früheren *mehr kirchlichen* Feier trat zum ersten Male eine weltliche Feier.) Im naiven Volksdialekte wurde die Schlacht nach Glutz erzählt, etwa wie ein biederer Vater seinen lieben Söhnen sie erzählen würde. Passende Reden, Männerchöre, Kanonendonner, Blumenkränze, ein fröhlicher Trunk und vaterländische Toaste erhöhten die Feier dieses Tages.

Im Jahre 1856 klagte ein Einsender im « Echo vom Jura » (Nr. 79), daß « die Schlachtkapelle ihrer innern Zieraten entblößt, zu einem Holzschoß geworden sei » und legte eine Lanze für geziemende Renovation derselben ein.

Ein paar Jahre später, vermutlich zwischen 1860 und 1863, wurde das

¹ Die früheren Verpflichtungen der Kapelle waren folgende : Jährlich mußten in der Kapelle 120 Messen gelesen, 2 Hochämter und Vespern gehalten, das Totenoffizium einmal gesungen und sechsmal gebetet, endlich eine Predigt gehalten werden. St.-A. Sol. (s. folg. Anm.) und Kloster-A. Dornach Y 3 a-c.

² St.-A. Solothurn, Ratsmanuale v. J. 1833, S. 318-322, 415, 619 f, 814, 1636 u. 1706. — Vergl. auch Strohmeier, Gemälde der Schweiz, Der Kt. Soloth. S. 205.

an die Kapelle angebaute Beinhaus und im Jahre 1874 die Kapelle selbst abgebrochen¹. Sie mußte beim Baue der neuen Jurabahnlinie der neuen Zufahrtsstraße zum Bahnhofe weichen.

Um allfällige « historische Merkwürdigkeiten » zu erhalten, wurde der Staatsschreiber von Solothurn unterm 25. Januar 1874 beauftragt, die Kapelle in Augenschein zu nehmen und darüber an die Regierung zu berichten². — Den 14. Juli daraufhin verkaufte die Regierung dem Gemeindeammann von Dornach *Theodor Studer* die Schlachtkapelle auf Abbruch, um die Summe von 1,300 Fr., unter folgenden Bedingungen :

1. Die Kaufsumme ist währschaft zu verbürgen und auf 1. November 1874 bar zu bezahlen....

2. Folgende Gegenstände werden vorbehalten, sind durch den Käufer abzubrechen und dem Staate zur Verfügung zu stellen :

a) Die Glocke und die Uhr, welche auf den Estrich des Amtshauses daselbst zu transportieren sind.

b) Die drei in der Kapelle eingemauerten *Denkmäler*, welche sorgfältig auszubrechen und in das Kapuzinerkloster zu transportieren sind³.

c) Der Altar und das Altargemälde, sofern dieselben noch einen historischen Wert haben sollten, was durch Sachverständige ausgemittelt werden soll und zwar auf Kosten der Regierung.

d) Allfällige eingemauerte Schriften, Münzen und andere Gegenstände von historischem und antiquarischem Werte.

3. Der *Abbruch* soll erst am 27. August des Jahres begonnen und am 1. Dezember vollendet und der ganze Platz von sämtlichem Abbruchmaterial gereinigt sein. Der Weg auf beiden Seiten der Kapelle ist während dem Abbruche so viel möglich offen zu lassen.... (Dorneck, den 14. Juli 1874. Unterzeichnet vom Käufer und dem Kantonsbaumeister Probst, im Namen der Regierung.)⁴

* * *

Aus den Rechnungen der Kapelle, welche für die Jahre 1580–1832 incl. noch vorhanden sind (Amts-A. Dorneck), folgen nun einige Posten oder Notizen, welche auch für weitere Kreise einiges Interesse bieten könnten.

1586. Den armen Leuten von *Klingnau* « an der Brunst zur Steuer gegeben 2 pf. » Für Breviere 12 ½ pf. Bei Bereinigung des Urbars ist verzehrt worden für 23 pf., 4 sh.

1587. Dem Uhrenmacher wegen der *Uhr* : 1 pf. 13 sh. (Schon die erste

¹ Kloster-A., Dorn. Y. I.

² St.-A. Solothurn. Ratsmanuale 1874, Nr. 130.

³ Eines dieser Denkmäler wird jenes des Hauptmanns *Joh. Peter Reding* von Schwyz gewesen sein, der 1684, den 2. Dezember, in Basel starb, in der Dornacher Schlachtkapelle bestattet und auf dem Denkmale als Hauptmann in Gips bildlich dargestellt wurde. Vergl. Geschichte des Klosters Dornach, Stans 1909. S. 117.

⁴ St.-A. Solothurn. Verträge von 1874. I. Nr. 170.

Kapelle besaß also eine Uhr.) — Als die von *Arlesheim* und *Pfeffingen* mit Kreuz an die Brücke (d. h. nach Dornachbrugg zur Schlachtkapelle) gekommen sind, zu einem Ehrentrunke gegeben 2 pf. 14 sh¹.

1590. Am Osterdienstag, als die von *Therwil* und von *Pfeffingen* kamen, durch den Jesuiten und die Amtsleute ihm zu Ehren draufgegangen für 6 pf. 4 sh. — Als man die Kirche (die Pfarrkirche Dornach) geweiht und der Weihbischof zuletzt den Abschied genommen hat, ist an der Brücke verzehrt worden für 33 pf. 15 sh.

1591. Einigen Klosterfrauen oder Beghinen gegeben 1 pf.

1601. Die Kapelle erfährt einige Reparaturen.

1613. Dem Schmied von Rodersdorf wegen der Glocke 11 Gulden.

1614. Für Gießen der Glocke gegeben 27 pf. 3 sh. Fuhrlohn usw. 4 pf.

1620. Dem Maurer, der eine Türe in die Kapelle gemacht hat, 19 pf.

1627. Dem Boten ab St. Bernhardsberg gegeben 10 sh. (Ein Posten, der Jahrzehnte lang jährlich wiederkehrt.)

1632. Es wird einiges an der Kapelle ausgebessert.

1640–1646. Bau und Ausbau der neuen, zweiten Schlachtkapelle. Siehe oben !

1645/46. Dem Herrn Pfarrer (von Dornach, unter dem die Kapelle damals noch stand) gebührt von U. L. Frauen-Altar jedes Jahr 2 pf. (Dafür hatte er an jeder Fronfasten eine heilige Messe an diesem Altare zu lesen. Stiftung des Landschreibers Ulr. Dodinger. Kapital 50 pf. Der Kapelle gehört vom Zinse jährlich 10 sh. Kloster-A. Dorn. U. c. 1.)

1650/51 wird die Glocke an eine neue von Basel herrührende vertauscht und darüber noch 16 pf. 2 sh. 6 d. bezahlt.

1659. Die Regierung zieht 350 pf. Kapital der Kapelle an sich.

1673/74. In der Kapelle werden durch Schreiner Roni Beichtstühle gemacht. (Offenbar zum Dienste der Kapuziner-Patres, welche Ende 1672 in Dornachbrugg sich angesiedelt hatten und in der Schlachtkapelle ihren Gottesdienst hielten, bis ihr Kloster erbaut war. Vergl. Die Geschichte des Kapuzinerklosters Dornach, S. 19.)

1676. Bei der Weihe der Klosterkirche dem Kaplane sr. fürstl. Gn. des Herrn Bischofs v. Basel « die Glocken » (vermutlich die Glocke) zu weihen gegeben an Geld 2 pf. 7 sh.

1677/78. Der Dachreiter (das Türmlein) der Kapelle wird repariert und neu gedeckt.

Von dieser Zeit an liefert die Kapelle dem Kapuziner-Kloster daselbst jährlich das nötige Wachs und zahlt den Macherlohn für die Kerzen. (Vergl. Gesch. des Klosters Dornach, S. 33.)

1689/90. Von der Jahrzeit des *Hauptmanns Reding* sel. gehört der Kapelle jährlich 11 pf. 5 sh. (Vergl. a. a. O., S. 117. Ad ann. 1684.)

1709/10. Von dem verstorbenen Herrn Italiener empfangen 8 pf. 8 sh.

1720. Item von 400 pf. Kapital der jährliche Zins für das Ewige Licht

¹ Es geschah also nicht gar lange, nachdem der Basler Fürstbischof diese seine Untertanen zum katholischen Glauben zurückgeführt hatte.

und 4 Fronfastenmessen erhalten, macht 20 pf. (Stiftung des Alt-Landschreibers *Joh. Lud. Grimm.* Kl.-A. Dorn. U. c. 1.)

1729/30. Für neue Fenster laut Verding 50 pf.

1733/34. Eine neue Jahrzeit von den Erben des Landschreibers *Franz Karl Grimm* sel. Kapital 300 pf. Davon dem Pfarrer jährlich 1 pf. 5 sh., dem Schullehrer und den beiden Sakristanen von Dornachdorf und Dornachbrugg je 10 sh. (Das übrige fiel der Kapelle und dem Kloster als Almosen für 9 heilige Messen und eine Vigil zu.)

1737–1739. Um die durch den Hagel zerschlagenen Fenster wiederum zu reparieren, bezahlt 11 pf. 6 sh. 8 d.¹

1747. Es werden zum ersten Male die Zinse der Lüthischen Jahrzeit erwähnt. Kapital 200 pf. (Den 8. September 1747 starb in Dornach Pfarrresignat *Franz Jakob Lüthi*, welcher von 1708–1745 Pfarrer und zuletzt auch Jurat von Büren (Solothurn) gewesen war, nachdem er eine Jahrzeit gestiftet mit 200 pf. Kapital. « Ein großer Wohltäter der Schlachtkapelle ». (Pfarrbücher Dornach.)

1750. Die Jahrzeit für *Helena Bloch* sel. († 15. Mai 1745) wird zum ersten Male erwähnt. Kapital 75 pf.

1752, 7. Februar. Erster Zins einer Jahrzeit fällig, welche *Peter Anton Rust*, des Gerichts, für sich und seine Familie mit 125 pf. Kapital gestiftet hat. Er starb den 23. Januar 1754, im Alter von 85 Jahren.

1756/57. An die Monstranz im Kloster 50 pf. gegeben.

1770/71. Eine neue Stiftung von *Joh. Kunz* (Dr. Medic.), des Gerichts, für vier Fronfastenmessen mit 100 pf. Stebler Kapital. Der erste Zins war fällig auf den 11. November 1772.

1778/79. Wegen Wochenmessen aus dem Hofe von Aesch sind angesetzt 4 1/2 pf. (Gemeint sind : der Hof der *von Blarer* in Aesch und Mittwochmessen im Sommer.)

1780/81. Jahrzeit der Fräulein *Mar. Magd. Grimm* (Gest. 19. August 1779) mit 200 pf. Kapital.

1799/1800. Ein zerbrochenes Glöcklein an ein neues vertauscht, an Nachgeld gegeben 1 pf. 5 sh. 6 d.

1804–1806. Für Reparaturen am Türmlein, für eine *neue Glocke* u. a. m. bezahlt 257 pf. 17 sh. 8 d.²

1808. Im August erfolgt eine Revision der Kapitalien, nach welcher die zinstragenden Kapitalien an jenem Tage und für die Zukunft betragen 3.095 pf. 14 sh., 8 d. Jährlicher Zins : 154 pf. 15 sh. 1 d.

1822/23. Die Stiftung des Aescher Hofes wird abgelöst und kapitalisiert : 90 pf. oder 120 L.

1832. Letzte Rechnung. Die Kapitalien betragen 4,530 Fr. 15 Rp., der Zins davon 226 Fr. 51. Rezeß der vorletzten Rechnung 329 Fr. 75.

¹ Hier wäre noch eine weitere Jahrzeit zu erwähnen, welche in der Schlachtkapelle gestiftet worden, nämlich jene für *Barbara Grimm* (gest. 9. März 1740) mit 40 pf. Kapital. (Kloster-A. Dornach, Y. 3a, b. u. U.)

² Vergl. Gesch. des Klosters Dornach, 119 f.

Von der Kirche Dornach für Wachsvergütung erhalten 1 Fr. 33. Summa der Einnahmen 557 Fr. 59, der Ausgaben 68 Fr. 09. Einnahmenüberschuss 489 Fr. 50.

Stans.

P. Siegfried Wind, O. C.

Bruder Klausens Stab zu Freiburg i. Ue.

Unter den Zeugen im Kanonisationsprozeß von 1654 erschien am 18. Juni Jakob von Flüe von Sachseln, 62 Jahre alt, vor dem Bischof Franz Johann von Konstanz und sagte aus : « Er selbst hab den Rock zuo Luceren bey den H. Jesuiteren verehrt. Die Pilgram haben das Bret (welches als Lager diente), zerschnitten. In der Procession Corporis Christi zuo Freyburg stelle der Herr Techtermann den Stab öffentlich vor auf einem Alterlin. »

E. W.

Weihegaben am Grabe Bruder Klausens.

Erzherzog Sigismund von Österreich schenkte bekanntlich schon zu Lebzeiten unseres Eremiten einen höchst wertvollen Kelch nach Sachseln, der nach den Zeugenaussagen im Kanonisationsprozeß von 1654 damals in der Karlskapelle auf dem Flüeli aufbewahrt wurde. Aber auch andere Verehrer des Seligen äufneten die Paramente in der Grabkirche Bruder Klausens. *Balthasar von Flüe*, von Sachseln, 67 Jahre alt, bezeugte den 17. Juni 1654 : « Daß man Täfelin aufhengge und allerley Opfer herbringe. Das hab er selbst oftermal gesehen, daß man Gelt, Gefigel, Schäflin, kostliche Rosenkränz, Meßgewandt, Vorhang der Altarien und dergleichen aufopfere. Die Capell zu St. Carl hab man gebawt in Mainung, dieselb dem B. Clausen, wan er canoniziert wurde, zu dedicieren, weswegen die uncatholische Berner zue disem Bauw Gelt gesteuirt. (Letzteres scheint sich auf die Ranftpfründe zu beziehen, welche auf das Flüeli verlegt worden.) Seyen 2 Ampeln vor dem Grab gehangen und seye aine von Silber entfrembtet worden. Noch eine silberne Ampell seye vorhanden ». (Diese war ein Geschenk des Ritter Johann Imfeld von Sarnen, Landammann und Landshauptmann.)

Jakob von Flüe, von Sachseln, 62 Jahre alt, wußte den 18. Juni 1654 zu sagen : « Kommen allerley Standtpersonen, auch von feeren Landen, wie dann ain Graf von Zollern diese Kirchen besucht und einen Kölch dahin verehrt und seie noch sein Wappen im Fenster der Kirchen zuo sehen. »

Ritter *Wolfgang Singer*, von Sachseln, 84 Jahre alt, bekannte : Er seye 3 Jahr Kilchmayer gewest, sein damal 16 Kelch daher verehrt gewest, und weil er im Amt gewest, seyn 2 schöne Kölch, darunter 1 von Schweiz hieher vergabt worden, neben anderen Kirchenzieren, so auch aus frembden Landen hieher verehrt worden. — Vor Jahren hab ein iedes catholisch Ort

ein Ampell vor dem H. Grab gehabt, die tails vor das H. Sacrament aus Verordnung des Pfarrherren Zimmermans transferiert worden.

Ritter *Johann Imfeld*, von Sarnen, Landammann, 45 Jahre alt, weiß den 22. Juni 1654 zu erzählen, « daß vor 7 Jahren die Freyfrauw Vitzthumbin mit ihrem kranken Fräuwlin (Anna Maria) hieher ein Walfart verricht, ein guldin Kättelin zuo B. Clausen Grab und das Täfelin darbey zur Gezeügnuß, daß dem Fräuwlin geholfen worden, wie noch zue sehen, verehrt. Vifeltige Täfelin, wie auch die Verehrungen sein noch bey dem Grab und in der Sacristey zuo sehen, von Gold, Silber, Seidin, Sammet und dergleichen. Ihr Fürstlich Gnaden, Herr Bischof zuo Costanz, ietz regierend, haben ain Meßgewandt von guldin Stuck und einen kostlichen Kelch hieher geschickt, so er presentiert. Die Berner selbst haben auch Geschänk hieher gesandt. »

Landvogt *Jakob Wirz*, von Sarnen, 61 Jahre alt : « Sehe nit weniger daß bey dem Grab 3 Ampeln leichten, eine hab sein Bruoder selig daher gestiftet, die sollte Tag und Nacht brennen. Könne wohl erachten, wie sein Bruder wegen erlangter Gnad durch Fürbitt B. Clausen die Ampel hieher verehrt. Hab von seiner vorigen Hausfrauwen Barbara Rüplin gehört, das als sie mit ainem Fieber und Haubtwehe angegriffen worden und andere Mittel nichts helfen wollen, hab sie B. Clausen ein Opfer versprochen und ihr mit Perlin gestickte sammetin Hauben oder Hut an dem Opfer geben wollen . . . und solchen dem damaligen Pfarrherren zu Sachseln Johann Zimmermann überantwortet, 1624 oder 1625. »

Ein Ehemann Krauer von Luzern schenkte zum Danke für die Heilung von Tobsucht ein Meßgewand. (Aussage von Pfarrer Johann Heinrich Mäder von Sachseln.)

Am 17. Juli 1654 wurden von der Kommission alle jene Gegenstände aufgezeichnet, welche teils zur Verehrung des Seligen aus den Opfergaben angeschafft, teils aus Dankbarkeit als Weihegaben geschenkt worden waren. Wir entnehmen diesem Inventar folgendes : Primum in sacello iuxta tumbam F. Nicolai spectatum antipendium albi coloris et in eo acu pictae imagines S. Mariae Virginis et eremitae cum Rosario et radiis auratis caput ambientibus hoc titulo « Bruder Clauß ». Annus 1542 eādem picturā expressus operis antiquitatem indicat. Ante sepulchrum lampades tres colludent, duae argenteae a laquearibus suspensae, tertia vitrea clathris ferreis, qui sepulchrum muniunt, superimposita. Nicolai eremitae effigies pictae sculptaque per totum templum (Pfarrkirche) passim videndae, in vexillo serico coloris caerulei ab utraque parte cum radiis ; in alio damasceno candido a sinistris S. Antonii, a dextris F. Nicolai, consimiliter radiatae. Ad altaris cornu arcula lignea auro oblita, Divorum reliquias olim asservans eorundemque imaginibus ornata et inter has Nicolai nostri, cuius etiam statua in apice monstrantiae seu capsae venerabilis sacramenti gestatoriae ante annos CXL ex argento fabrefactae spectandae, sicut et in thuribulo argenteo, in navi cula argentea cum radiis aureis et in calice argenteo inaurato et gemmis exculto, quem Casparus Rorer, Subsilvaniae quaestor, Saxulensi ecclesiae in honorem F. Nicolai dono dedit, qualem etiam Ill^{mūs} Comes Itelius Fride- ricus de Zollern dono reliquit, quando anno 1602 cum coniuge Sibylla

comitissa de Zimmern et Joanna comitissa de Eberstein sepulchrum F. Nicolai invisit. At vero calices reliquos pretio et artificio superat ille trium circiter librarum pondo argenti inaurati, imagunculis variorum colorum caelatus, quem cum casula serica auro intertexta non ita pridem Ill^{mus} ac Rev^{mus} Princeps D. Franciscus Joannes, episcopus Constantiensis, dono miserat. Tabella argentea insignis caelatura F. Nicolao ex voto oblata. Eiusdem statua pedalis ex argento fusa, munus (Joannis Conradi ?) Beroldingeri colonelli. Crux argentea sat magni ponderis et operis antiqui simulacris S. Theoduli, ecclesiae patroni, et F. Nicolai spectabilis. Antipendium et casula serica coloris albi et in utrisque effigies F. Nicolai opere textili efformatae sumptu et liberalitate Christophori Pfifferi Lucernatis ; cuius operis quoque est imago Nicolai aureis radiis coruscans in casula serica candida, quae munus Jo. Jacobi Schmid Uraniensis.

Am 18. Juli wurde die *untere Ranftkapelle* besichtigt und dort die Wappenscheibe des Bischofs von Lausanne vermißt. Nuper episcopi Lau-sannensis insignia spectanda, sed hactenus fenestris seu ventorum vi seu alio casu diffractis interierunt ; nam ex historiis liquet, illos praesules principuo amore et honore F. Nicolaum coluisse. Hier fand die Kommission auch eine alte, rote Fahne. In proximo erectum vexillum rubrum prae vetustate fatiscens et eremita Nicolai effigiem gerens.

Über den eingangs genannten Kelch in der *Flüelikapelle* wurde notiert : Inter huiusce templi sacram supellectilem monstratus calix argenteus inauratus cum austriacis comitatus Tirolensis insignibus et notis chronicis annum Christi 1473 denotantibus, quem Sigismundus Austriae archidux et Tirolis comes pro eo, quo F. Nicolaum tunc militantem in terris et vivum prosequebatur, pietatis et charitatis affectu, ipsi dono transmisit, ut eius in sacello D. Virginis iuxta cellulam exstructo usus esse posset.

E. Wymann.

Ein Gesuch um Fenster nach Rheinau.

Anläßlich der allgemeinen Tagsatzung, welche am Sonntag nach Dreikönigen 1584 in Baden ihren Anfang nahm, wurde den Boten der fünf Orte das Gesuch um Fenster in die St. Nikolauskirche zu Rheinau vorgelegt. Die gedruckten eidgenössischen Abschiede erwähnen dies Gesuch nur in der bekannten, höchst summarischen Art, so daß wir es nicht für überflüssig erachten, dasselbe nach dem Wortlaut des Originalabschiedes im Archiv Nidwalden hier wiederzugeben. St. Nikolaus auf dem Berge ist noch heute die gemeinsame alte Pfarrkirche beider Konfessionen des Städtchens Rheinau.

Herr apt von Rynow hat uns, der fünf Orten boten, uf disem tag anzeigen lassen, wie sin gnad die lütkilchen *uf dem Berg zu Rynow*, genant zu S. Niclausen, widerumb von nüwem ufbuwen. Darin werde man och dry altär machen, daruf man zelebrieren, mäßhalten und den gottsdienst vollbringen könne. Nun habe sich der religion halb die sach by inen umb

sovil gebessert, das von 115 husgsind nit mehr dan 12 husgsind zum predicanter gangen, der hoffnung, es sölle in kurzer zyt noch besser werden. Darumb siner gnaden dienstlich pitt, unser herren von den fünf orten welten so gnedig sin und jedes ort ein fenster mit sim eeren wappen darin begaben, und sover man ihr gnaden harin willfaren, welte sy die fenster und wappen da ussen lassen machen. Wurde jedes nit mehr dann siben gut guldi und fünf batzen costen und welle ir gnad das umb unser herren und obren verdienien. Sollichs soll jeder bot by sinen herren anzeigen und uf nechsten tag gwalt haben, harüber zu antworten.

E. Wyman.

**Vatikanische Aktenstücke
zur Schweizerischen Kirchengeschichte aus der Zeit
Johanns XXII.**

8. *Ehedispens für Peter von Greyerz und Margareta von Corbières.*
1316 October 7. Avignon.

Ven. fratri episcopo Lausannen.

20 A.]¹. Oblati nobis dil. filii nobilis viri Petri de Gruieria ^a domicelli et dil. in Christo filie nobilis mulieris Margareta de Corberes ^b eius uxoris tue diocesis petitio continebat, quod ipsi olim nondum plene pubertatis tempora contingentes et ignari, quod inter eos aliqua esset consanguinitas, que matrimonium impediret, ad sedanda gravia guerrarum dissidia inter parentes consanguineos et amicos utriusque ipsorum exorta, ex quibus homicidia, dampna rerum et atrociores iniurie hinc et inde fuerant subsecuta et graviora provenitura verisimiliter timebantur, iussu et ordinatione dictorum parentum publice in facie ecclesie bannis editis nullo super hoc contradicente vel impedimentum aliquod opponente, matrimonium invicem contraxerunt et tandem inter eos carnali copula subsecuta filios procrearunt. Verum quod postmodum ad eorum pervenit notitiam, quod tertio et quarto consanguinitatis gradu mutuo se contingunt, propter quod non possent absque dispensatione sedis apostolice in sic contracto matrimonio licite remanere : ex parte ipsorum fuit nobis humiliter supplicatum, ut, cum ex eorum separatione si eam fieri contingeret, inter eorum communes consanguineos et amicos guerrarum possent pericula facile suboriri, providere super hoc eis per opportune dispensationis gratiam misericorditer dignaremur. Nos igitur, qui quietem et pacem querimus singulorum, volentes super hiis salubriter providere et supradictis periculis obviare ac predictorum Petri et Margarete animarum salute in hac parte consulere intendentes, gerentes quoque de

¹ Taxe und Randvermerk ; erstere oberhalb der inscriptio, (vgl. unten n° 4), letztere gewöhnlich neben der inscriptio. — A = Auscultatum ; die Bedeutung weiterer Zeichen (vgl. unten n° 3, 4, 5) ist noch nicht völlig klar. — 9 = con (?).

circumspectione tua fiduciam in domino pleniorum : fraternitati tue per apostolica scripta mandamus, quatenus, si premissa veritas suffragatur, cum eisdem Petro et Margareta, quod impedimento, quod ex dicta consanguinitate provenit, non obstante possint in sic contracto matrimonio remanere licite auctoritate nostra dispenses, prolem susceptam et suscipiendam ex eis legitimam nuntiando.

Dat. Avignon, nonis oct. a. 1.

^a Reg. Vat. : Guineria. — ^b Reg. Aven. und Vat. : Carberes.

Reg. Aven. 3, fol. 360 n^o 1227. — Reg. Vat. 64, fol. 86, littera communis, n^o 1227, — Reg. Jean XXII. I. n^o 1347. — Conf. Hisely. J.-J., Histoire du comté de Gruyères, tome I, in Mém. et doc. de la Suisse Romande X, p. 142.

*9. Aufforderung an den Bischof Siegfried von Chur
zur Tilgung einer Schuld seines Vorgängers Berthold II.
(200 March Silber für das Heilige Land.)*

1317 Juni 6. Avignon.

Eisdem (dil. filiis magistris Petro Durandic capellano nostro canonico Ebredunen. et Bernardo de Montevalran, rectori ecclesie B. Marie de Verdan Tholosan. dioc. apostolice sedis nuntiis).

A.] Sicut fide digna relatione perceperimus, dudum bone memorie episcopus Curien. dum adhuc viveret, de peccunia decime collecte in partibus illis pro subsidio Terre Sancte in ecclesia Curien. deposita ducentas marchas argenti fracto loco depositi absque sedis apostolice licentia recepit et in suos atque ecclesie sue usus convertit indebit pro sue libito voluntatis. Verum quia de dicta marcharum summa restitutio facta non existit, nos in hac parte ipsius Terre Sancte volentes indemnitatis providere ac de vobis, quos ad partes Alamanie pro certis negotiis destinamus plenam fiduciam obtinentes : discretioni vestre per apostolica scripta mandamus, quatenus a ven. fratre nostro.. episcopo Curien. dicti episcopi successore dictas ducentas marchas nostro et ecclesie Romane nomine petere, exigere et recipere studeatis. Nos enim petendi recipiendi per vos ab eodem episcopo et successore dictam marcharum summam et eum ad faciendum nobis illam infra certum peremtorium terminum competentem, quem sibi ad hoc duxeritis prefigendum integraliter exhiberi ipsumque episcopum ac successorem ad id, si necesse fuerit auctoritate nostra, appellatione postposita, compellendi et nichilominus dictum episcopum ac successorem de hiis, que receperitis ab eodem quitandi vobis et unicuique vestrum concedimus potestatem.

Dat. ut supra (Avignon. 8 kal. jun. a. 1.)

Reg. Aven. 2, fol. 100. n^o 185, de curia. — Reg. Vat. 63, littera curie 444. — Reg. Jean XXII, I, n^o 5269. — Ueber Bertholds II. Geldverlegenheiten vgl. Mayer J. G., Geschichte des Bistums Chur I, 261.

10. Gerhard von Oron wird rehabilitiert
und ihm das Dekanat an der Valeria in Sitten verliehen.

1318 April 27. Arignon.

Dil. filio Gyrardo nato quondam Amadei de Orons^a militis
decano Valerie in ecclesia Sedunen.

26 A. C. 9. Litterarum scientia morum decorum generisque nobilitas,
quibus personam tuam iuvari didicimus, nos inducunt, ut tibi reddamur ad
gratiam liberales. Sane oblata nobis ex parte tua petitio continebat, quod
dudum felicis recordationis Clemens papa V. predecessor noster tecum,
ut preter decanatum Valerie, quem in Sedunen. ecclesie obtinebas, posses
unam curatam ecclesiam usque ad certum valorem, si tibi alias canonice
confertur libere recipere et unacum dicto decanatu necnon canonicatibus
et prebendis, quos in eadem Sedunen. et Lausanen. ecclesiis similiter obti-
nebas sicut et adhuc obtines, ac pensione quinquaginta solidorum Lausanen.,
quam a .. rectore ecclesie de Wisternens Lausanen. dioc. percipiebas sicut
et adhuc percipis annuatim licite retinere — non obstante, quod ecclesiam
de Combremont eiusdem dioc. tunc noscebaris similiter obtinere, quam te
dictus predecessor dimittere voluit et tu etiam dimisisti — auctoritate aposto-
lica per suas litteras dispensavit, tuque post dispensationem huiusmodi
parrochialem ecclesiam de Attalens dicte dioc. assecutus fuisti, eamque
cum decanatu canonicatibus et prebendis ac pensione predictis possedisti
pacifice et quiete. Verum cum ex eo, quia administrationi eidem ecclesie
de Attalens antequam rector institutus fuisses, in ea te temere ingessisti,
fructus percipiens ex eadem, tum quia decanatui et ecclesie de Combremont
predictis cura iminet animarum, de quarum cura in predictis litteris nulla
mentio facta fuit, habes conscientiam remordentem licet nullius super hec
impeditio pulseris. Quare nobis humiliter supplicasti, ut, cum dictam
ecclesiam de Attalens^b in manibus ven. fratris nostri Guillelmi episcopi
Sabinen. tunc tituli S. Cecilie presbiter cardinalis libere duxeris resignandam
dictusque cardinalis de mandato nostro sibi facto oraculo vive vocis resi-
gnationem huiusmodi duxerit admittendam, providere tibi super hoc de
oportuno remedio dignaremur. Nos itaque premissorum tuorum intuitu
meritorum et consideratione dil. filii. nobilis viri Ottonis de Grandissono
pro te nobis in hac parte humiliter supplicantis volentes te super hiis pro-
sequi gratie specialis : omnem inhabilitatis notam, si quam ex premissis
nosceris incurisse, auctoritate apostolica abolemus de apostolice plenitudine
potestatis, et nichilominus ad majorem tui securitatem decanatum predictum
cum omnibus iuribus et pertinentiis suis auctoritate tibi apostolica confe-
rimus et de illo etiam providemus; non obstantibus si aliqui super provi-
sionibus sibi faciendis de dignitatibus seu personatibus eiusdem ecclesie
Sedunen. cum cura vel sine cura apostolicas litteras impetrarint, quas ad
decanatum predictum volumus aliquatenus non extendi, etiamsi per eas
ad inhibitionem reservationem et decretum vel alias sit eorum auctoritate

processum, sed quoad dignitates et personatus alios nullum eis volumus prejudicium generari, seu quod in Sedunen. et Lausanen. ecclesiis canonicius et prebendas et pensionem predictam, ut premittitur, nosceris obtinere; tibi nichilominus duas partes fructuum reddituum et proventuum, quos ex predictis decanatu et ecclesia de Attalens medio tempore minus licite percepisti, remittentes et donantes de gratia speciali. Volumus autem, quod infra annum a data presentium computandum reliquam tertiam partem fructuum et reddituum predictorum ven. fratri episcopo Prenestino debeas assignare pro subsidio Terre Sancte, alioquin huiusmodi nostra quoad remissionis donationis et voluntatis infringere, etc.

Dat. Avignon. 5. kal. maii a. 2.

^a Reg. Vat. : Crons. — ^b Reg. Vat. : Atthalenes.

Reg. Aven. 9, fol. 412^b, n° 1555. — Reg. Vat. 68, fol. 181^b, n° 1555
— Reg. Jean XXII, 2, n° 7064.

11. Verleihung von Canoniciat
und Anwartschaft auf eine Prebende der Kirche in Sitten¹.
1318 April 8. Avignon.

10 + 12².

Inscriptio et
salutatio.
Arenga.

Albertino nato Auonoli de Modoecia canonico Sedunen,
salutem et apostolicam benedictionem.

A. 9.] Digne agere credimus, dum illis apostolice provisionis dexteram aperimus, quibus ad id propria merita fidei dignorum affirmata testimoniis et condigna precamina suffragantur.

Collatio
et reservatio.

Cum igitur apud nos super hoc fidei dignorum testimonia multipliciterte commendent, nos volentes tibi gratiam facere specialem: canoniciatum ecclesie Sedunen. cum plenitudine juris canonici et prebendam nulli alii de jure debitam, si qua in eadem ecclesia vacat ad presens, cum omnibus juribus et pertinentiis suis apostolica tibi auctoritate conferimus et providimus de illis, si vero nulla talis prebenda nunc vacat in ecclesia supradicta, nos prebendam in eadem ecclesia proximo vacaturam, que similiter de jure nulli alii debeatur, conferendam tibi, cum vacaverit, donationi apostolice reservamus,

Inhibitio.

(districtius inhibentes ven. fratri nostro... episcopo et dil. filiis capitulo [Sedunen.] ac illi vel illis, ad quem vel ad quos in dicta ecclesia prebendarum collatio, provisio seu quevis alia dispositio pertinet communiter vel divisim, ne de illa interim etiam ante acceptationem huiusmodi disponere quoquomodo presumant ac.)³

¹ Wir geben diese Bulle vollständig wieder als Beispiel.

² Taxe für die Bulle an die Executoren.

³ Die Inhibitio kommt nicht immer vor.

decernentes exnunc irritum et inane, si secus super hiis a quoquam quavis auctoritate contigerit attemptari, Decretum.

non obstantibus de certo canonicorum numero et quibusvis aliis eiusdem ecclesie statutis et consuetudinibus contrariis iuramento confirmatione apostolica vel quacunque firmitate alia roboratis, aut si aliqui apostolica vel alia quavis auctoritate in eadem ecclesia in canonicos sint recepti vel, ut recipientur, insistant, Non obstantia.

quibus omnibus preterquam auctoritate nostra in ipsa ecclesia receptos vel prebendas exspectantibus in ipsius assecutione prebende te voluimus anteferri, sed nullum per hoc eis quoad assecutionem aliorum prebendarum et beneficiorum prejudicium generari, sive si ven. fratri nostro .. episcopo et dil. filiis capitulo Sedunen. vel quibusvis aliis communiter vel divisim a sede apostolica sit indultum, quod ad receptionem eorumdem collationem provisionem vel quavis aliam dispositionem coniunctim vel separatim spectantibus nulli valeat provideri per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto huiusmodi mentionem et qualibet alia dicte sedis indulgentia generali vel speciali cuiuscunque tenoris existat, per quam presentibus non expressam vel totaliter non insertam effectus huiusmodi gratie impediri valeat quomodo libet vel auferri et de qua toto cuiuscunque tenore habenda sit in nostris litteris mentio specialis, aut si presens non fueris ad prestandum de observandis statutis et consuetudinibus eiusdem ecclesie Sedunen. solitum juramentum dummodo in absentia tua per procuratorem idoneum, et, cum ad ecclesiam ipsam accesseris corporaliter illud prestes.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre reservationis inhibitionis constitutionis et voluntatis infringere vel ausu temerario contraire. Sanctio.

Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum eius noverit se incursum.

Datum. Avinon. 6. id. april. pontificatus nostri a. 2.

In eundem modum dil. filiis abbati monasterii S. Ambrosii Mediolanen. et preposito de Pontirollo Mediolanen. dioc. ac Franco de Medicis canonico Mediolanen. ecclesiarum salutem et apostolicam benedictionem. Executoria.

Digne agere credimus etc. usque illud prestet :
quocirca discretioni vestre per apostolica scripta mandamus, quatenus vos vel duo aut unus vestrum per vos vel alium seu alios eundem Albertinum vel procuratorem suum eius nomine facientes ex nunc auctoritate nostra in eadem ecclesia Sedunen. in canonicum recipi et in fratrem stallo sibi in choro et loco in capitulo ipsius ecclesie cum plenitudine iuris canonici assignetis ipsum vel dictum procuratorem pro eo in corporalem possessionem huiusmodi prebende, si tempore collationis per nos sibi facte de ipsa, in eadem ecclesia vacabat ac jurium et pertinentiarum ipsius Mandatum.

inducatis et defendatis inductum, alioquin prebendam per nos in eadem ecclesia ut premittitur reservatam, si ab huiusmodi reservationis nostre tempore vacat ibidem vel quamprimum vacavit, eidem Albertino vel procuratori predicto pro eo conferre et assignare curetis, facientes ipsum pacifica illius possessione gaudere sibique de illius fructibus redditibus et proventibus juribus et obventionibus universis integre responderi,

Non obstantia. non obstantibus omnibus supradictis, aut si eisdem episcopo et capitulo vel quibusvis aliis communiter vel divisim a dicta sit sede indulatum, quod interdici suspendi vel excommunicari non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto huiusmodi mentionem,

Poena. contradictores auctoritate apostolica per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendo.

Datum ut supra.

*Reg. Aven. 9, fol. 473, n^o 1447. — Reg. Vat. 68, fol. 143^b, n^o 1442.
— Reg. Jean XXII, 3. n^o 6917.*

*12. Bestätigung der von Gerhard Bischof von Basel gegebenen
Lossprechung von der Excommunication.*

1319 Mai 7. Avignon.

Dil. filio Johanni de Bous dicto de Vinstinga utriusque
juris professori clero Meten. dioc.

24. A. r. a. jac(et ?) Sedes apostolica pia mater — Exposuisti siquidem nobis, quod olim felicis recordationis Clemens papa V. predecessor noster contra canonicos ecclesie Basilien. pro eo, quod ipsi ven. fratrem Gerardum Basilien. tunc Lausanen. episcopum de Lausanna ad ecclesiam Basilien. predictam translatum admittere contra justitiam recusarunt, alium sibi eligere presumentes, excommunicationis privationis beneficiorum ecclesiasticorum et inhabilitatis ad beneficia obtinenda fuerunt sententie promulgate. Cumque mendaciter dicto predecessor suggestum fuisse, te tunc officialem Basilien. fore conscientum rebellionis et inobedientie canonicorum predictorum, idem predecessor, quamquam hoc esset notorium neque verum, voluit te ex certa scientia fore huiusmodi sententiis innodatum ac esse innodavit, et licet super premissis lesa tua conscientia non fuisses et privatus occasione predicta canonicatu et prebenda, quos in Meten. obtinebas ecclesia, extitisses, nichilominus predictis sententiis humiliter et devote ob reverentiam sedis apostolice paruisti et fuisti postmodum per dictum Basilien. episcopum auctoritate apostolica in hac parte sibi commissa ab huiusmodi excommunicationis dumtaxat sententia iuxta formam ecclesie absolutus. Quare nobis humiliter supplicasti, ut absolutionem huiusmodi ex certa scientia confirmare dignaremur. Nos igitur attendentes, quod super premissis fuisti sufficienter in nostra presentia

excusatus tuis supplicationibus inclinati, quod super absolutionis huiusmodi per dictum Basilien. episcopum factum est, ratum et gratum habentes id auctoritate apostolica ex certa scientia confirmamus et presentis scripti patrocinio communimus, omnem insuper infamie maculam et inhabilitatis notam in te huiusmodi occasione exortas penitus abolemus teque habilitamus et habilem reddimus ad beneficia quecumque ecclesiastica, dignitatis et personatus ac officia cum cura vel sine cura, etiam si pontificales quecumque fuerint preminentie obtainenda sicut prius de apostolice plenitudine potestatis.

Dat. Avignon. nonis maii, a. 3.

Reg. Aven. 12 fol. 469^b, n° 1337. — Reg. Vat. 69, fol. 420, littera communis 1337. — Reg. Jean XXII. 2. n° 9383. — Conf. F. Rüegg, Der Basler Bischofsstreit von 1309—11, in Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte 1909 Heft 3, S. 198, besonders S. 203 alinea 2, S. 208, alinea 4, erhält durch diese Bulle an den früheren Offizial Johann von Vinstingen eine Ergänzung. In einer weiteren Bulle vom 13. Juli 1331 (Reg. Vat. 97 l. comm. 826) wird Johann Camerarii sogar zum Exekutor päpstlicher Canonicalsverleihung bestimmt. — Conf. auch unten n° 15.

13. Entbindung vom Gelübde, ins Heilige Land zu pilgern.

1319 Juni 16. Avignon.

Dil. filio nobili viro Ottoni de Grandissono militi.

Oblata nobis tue petitionis series continebat, quod tu dudum zelo fidei et favore devotionis accensus votum de transfretando in Terre Sancte subsidium, quum generale passagium fieret, emisisti et, quod postmodum attendens te senio valitudine, quod depresso considerans etiam dictum passagium in proximo peccatis exigentibus nullatenus iminere solvisti et presentialiter assignasti pro dicte Terre subsidio decem milia florenorum auri disponenda iuxta nostre beneplacitum voluntatis. Quare nobis humiliter supplicasti, ut te a voto predicto absolvere tibique indulgentiam, que proficiscentibus in Terre Sancte subsidium in generali consilio per sedem apostolicam est concessa concedere dignaremur. Nos igitur devotionem tuam dignis in domino laudibus commendantes ac volentes, ut ex hoc primum condigne remunerationis aquiras te auctoritate apostolica a voto predicto propter senium et valitudinem, quibus graveris, absolvimus ac nichilominus illam auctoritate presentium peccatorum tuorum, de quibus corde contritus et ore confessus veniam indulgemus, quam proficiscentibus in Terre Sancte subsidium in generali concilio a sede apostolica est concessa. Nulli, etc. nostre absolutionis et concessionis infringere.

Dat. Avignon. 16 kal. jul. a. 3.

Reg. Vat. 69 l. com. 767, fol. 422^b. — Reg. Jean XXII. 2, n° 9566.

14. *Vollkommenes Ablaß in der Todesstunde.*

1319 Juni 16. Arignon.

Eidem (Ottoni de Grandissono militi).

Illas libenter devotionis tue preces ad gratiam exauditionis admittimus, que tue mentis expiationem sapient et iter tibi preparent hereditatis eterne. Hinc est, quod nos tuis supplicationibus inclinati, ut confessor tuus, quem nunc habes vel te habere contigerit in casu, quo tibi credatur mortis periculum iminere, semel omnium tuorum, de quibus corde contritus et ore confessus extiteris, plenam indulgere veniam peccatorum illaque tibi remittere, et quatenus claves ecclesie se extendunt et gratum in oculis divine majestatis fore crediderit, te absolvere valeat tenore presentium indulgemus; ita tamen, quod idem confessor de hiis, de quibus fuerit alteri satisfactio impendenda, eam tibi per te, si supervixeris, vel per heredes tuos, si tunc forte transieris, faciendam iniungat, quam tu vel illi facere teneamini, ut prefertur. Nulli etc.

Dat. Avignon. 16 kal. jul. a. 3.

Reg. Vat. 69. l. com. 768. fol. 243. — Reg. Jean XXII. 2. no 9567.

15. *Verleihung der Propstei in Basel.*

1320 October 20. Arignon.

Dil. filio Ottoni de Aventica preposito ecclesie Basilien

22 + 24. A. 9] Tue devotionis et fidei studia — Cum itaque quondam Hartmannus de Nidowe prepositus ecclesie Basilien. preposituram ipsius ecclesie una cum S. Amarini et Solodore. ecclesiarum prepositoris Basilien. et Lausanen. dioc. et pluribus aliis beneficiis ecclesiasticis curam habentibus animarum contra constitutionem super pluralitate dignitatum — simul per plures annos, quamdiu vixit, presumpserit retinere et ob hoc tam hiis quam omnibus aliis beneficiis, que virtute moderaminis constitutionis eiusdem poterat retinere, ipso iure privatus fuisse noscatur dictusque Hartmannus nuper viam fuerit universe carnis ingressus, nos volentes te in eadem Basilien. in qua dudum per dil. filios capitulum eiusdem ecclesie in canonicum nosceris fuisse receptus, gratiam facere ampliorem : dictam preposituram ipsius ecclesie Basilien. tibi conferimus — non obstantibus quibuscumque statutis — seu quod per capitulum dicte Basilien. ecclesie post eiusdem Hartmanni obitum ad preposituram predictam due electiones fuisse dicuntur de facto in discordia celebrate — seu quod in eadem Basilien. archidiacanatum et Lausanen. et S. Ursicini et monasterii Grandisvallis vulgariter nuncupata Basilien. dioc. canonicatus et prebendas obtines ac in eadem Basilien. et Columbarien. dicte Basilien. dioc. ecclesiis proprio motu capi-

tulorum ipsorum sub exspectatione prebendarum in canonicum es receptus et quod nuper prebendam et dignitatem in dicta Basilien. ecclesia duceres acceptandas. Volumus autem, quod postquam dicte prepositure Basilien. ecclesie huiusmodi possessionem pacificam fueris assecutus, dictum archidiaconatum omnino dimittere tenearis.

Dat. Avinion. 13. kal. nov. a. 5.

l. e. m. ven. fratri Gasberto episcopo Massilien. camerario et dil. filiis magistro Neapoleoni de filiis Ursi [Orsini] archidiacono de Campinia in ecclesia Leodien. notario nostris ac abbati monasterii Luzillen. Basilien. dioc.

*Reg. Aven. 14, fol. 95^b, n° 172. — Reg. Vat. 71, fol. 124^b, l. com. 172.
— Reg. Jean XXII. 3. n° 12494. — Conf. Zeitsch. für Schweizer. Kirchengeschichte 1909 Heft 3. S. 198, bes. S. 206, alinea 4. u. S. 208, alinea 5.*

16. *Reservierung der Wahl des Bischofs von Sitten.*
1323 Februar 11. Avignon.

Ad futuram rei memoria.

Intendentes ecclesie Sedunen., quam primo ipsam vacare contigerit, providere de persona idonea, per quam actore deo valeat in spiritualibus et temporalibus prosperari, ex hiis et aliis certis et justis causis, que ad hoc nostrum animum induxerunt, ecclesiam ipsam dispositioni et provisioni nostre specialiter reservamus: hac vice dil. filiis capitulo eiusdem ecclesie ac quibusunque aliis, ne ad electionem, postulationem vel provisionem episcopi in eadem ecclesia preficiendi quovismodo procedant, districtius inhibentes et decernentes ex nunc irritum et inanem, si secus a quoquam super hiis quavis auctoritate scienter vel ignoranter contingenterit attemptari. Nulli ergo etc.

Dat. Avinion. 3. id. febr. a. 7.

Reg. Vat. secret. III. fol. 396^b. n° 1658.

Rom.

F. Rüegg.

